desquelles il faudra accorder des concessions, ils tiendront la main à ce que l'intention du roi y soit suivie et qu'elles soient réduites en bourgs et bourgades, autant que faire se pourra; comme aussi qu'il soit défendu à tous prétendus seigneurs de disposer par concessions d'aucunes terres en non-valeur, à peine de nullité; oui sur ce le procureur-général du roi qui a requis que toutes les terres occupées de bois debout soient réunies au domaine du roi.

Le conseil, avant faire droit, a ordonné que le dit arrêt sera communiqué au syndic des habitans, à la diligence du procureur-général du roi, pour, sa réponse vue, être ordonné ce que de raison.

Si	oné	
\sim	guo	٠

*—Arrêt du Conseil Supérieur ordonnant l'Election d'un Syndic des habitans des Trois-Rivières, pardevant le Juge du lieu, du troisième jour de novembre, mil six cent soixante-quatre.

Le conseil assemblé où étoient Monsieur le gouverneur, Messieurs de Tilly, Damours, Denis et Demazé, conseillers, Monsieur le procureur-général, présent.

QUR la remontrance de plusieurs habitans des Trois-Rivières qu'il Arrêt ordonseroit à propos d'y faire élection d'un syndic pour conserver leurs d'un syndic droits:

Le conseil, ouï le procureur-général du roi, a ordonné qu'il en vières. seroit élu un pardevant le juge du lieu, où ils se pourvoiront pour le Rég. des Jug. nommer, toutefois avec la permission du gouverneur des dites Trois- et Délib. du Rivières.

des habitans des Trois-Ri-C.S. Lettre A, Fol. 29 Ro.

Signé:

AUGUSTIN DE SAFFRAY MÉZY,

LEGARDEUR DE TILLY,

DAMOURS, DENYS.

PÉRONNE DEMAZÉ.

*-Arrêt du Conseil Supérieur de Québec qui enjoint aux Marchands de se conformer aux Réglements et Turifs, et qui les condamne à l'amende pour y avoir contrevenu, du huitième jour de novembre, mil six cent soixunte-quatre.

Le conseil assemblé où étoient Monsieur le gouverneur, Messieurs de Tilly, Damours, Denis. de la Tesserye et Demazé, conseillers, le procureur-général, présent.

VU par le conseil la plainte du procureur-syndic des habitans de Arrêt du con-Québec, contenant que les marchands méprisant les réglements seil supérieur qui enjoint contenus dans les arrêts des neuvième et trentième juillet de cette an- aux marnée et tarifs faits par ce conseil, survendent leurs marchandises aux dits chands de se habitants qui lui en ont fait plainte des grands préjudices que ces abus conformer leur causent; la permission d'informer des dits abus; l'information ments et